ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE CRÉATION D'EMPLOIS POUR LES PAYS AFRICAINS
DONNÉES ET EXPÉRIENCES EN MATIÈRE DE STRATÉGIES SECTORIELLES

CASABLANCA, MAROC, 25-26 novembre 2013

INTRODUCTION

En dépit de la forte croissance économique enregistrée par les pays africains, notamment en Afrique sub-saharienne, le continent fait face à des défis en matière d'emploi et de croissance de l'informalisation des économies. Les stratégies sectorielles ont prouvé leur efficacité face à ces challenges. Ce fut particulièrement le cas lorsque ces approches ont été intégrées à une stratégie globale pour l'emploi.

Quelques uns des meilleurs exemples en la matière sont:

1. **L'industrie des pièces d'automobiles au Maroc**

   Le pays a tiré profit de sa proximité avec l'Europe. L'Europe dispose d'un vaste marché caractérisé par des hauts revenus et le Maroc a ainsi voulu devenir le fournisseur d'équipements automobiles de l'Europe. Sur un total de 600 pièces détachées, le pays en a identifié 100 sur lesquelles il s'est spécialisé. Il a également été tenu compte de l'importance stratégique de chaque pièce détachée et de son intégration dans le processus de production des principaux fabricants d'automobiles. Le gouvernement a ensuite créé deux zones franches d'exportation consacrée à l'industrie automobile (cité automobile de Tanger et la zone franche atlantique). Il en est résulté que le secteur emploie aujourd'hui plus de 60.000 personnes. Ce succès a conduit à l'inauguration, en 2012, d'une usine d'assemblage de Renault, pour un coût d'un milliard d'Euros, qui a créé 6000 emplois directs et de nombreux autres emplois indirects.

2. **La fabrication de vêtements au Lesotho en vue de l'exportation**

   Le Lesotho, petit pays d'Afrique australe, a tiré profit du « African Growth and Opportunity Act », partenariat économique entre les États-Unis et l'Afrique qui permet un accès libre de taxes à certaines exportations africaines vers les États-Unis. Par ailleurs, ce pays a invité des entreprises asiatiques du textile qui recherchaient d'autres sites pour se relocaliser suite aux restrictions imposées aux exportations de textiles asiatiques vers les pays occidentaux. Le Lesotho a développé des zones industrielles et mis des installations en location à l'intention d'investisseurs étrangers. Ces zones ont

permis la gratuité du rapatriement des bénéfices, ainsi que de l'électricité, du téléphone, de l'eau et des structures d'évacuation sanitaire. Des connexions ferroviaires ont aussi été construites entre les six zones industrielles et les centres de distribution de vêtements à Johannesburg. Les exportations de vêtements du Lesotho vers les États-Unis sont ainsi passées de 150 millions de dollars en 2000 à 350 millions de dollars en 2008, soit près de 30% des exportations de vêtements de toute l'Afrique sub-saharienne. En 2010, le secteur était le plus important créateur d'emplois avec quelque 40.000 travailleurs dans un pays qui compte à peine plus de 2 millions d'habitants.

Outre ces deux exemples, il existe d'autres initiatives sectorielles couronnées de succès en Afrique, notamment dans le commerce de détail, la banque et les services financiers. Aussi, à Djibouti, les transports et la logistique constituent d'importantes sources de travail salarié. Un autre exemple de secteur florissant en Afrique est celui des télécommunications, en particulier la téléphonie mobile. Grâce à M-pesa, initiative de la compagnie de téléphonie Safaricom, le Kenya est devenu la capitale mondiale du transfert d'argent par téléphone mobile.

LA CONFERENCE

Le développement et la mise en œuvre de stratégies sectorielles requiert un certain nombre d'éléments : l'identification de sous-secteurs intensifs en emploi ; un environnement favorable pour lever les contraintes à la croissance tout au long des filières et les difficultés d'accès aux financements ; des infrastructures adéquates pour appuyer ces sous-secteurs de l'économie ; l'élimination des régulations superflues, de la bureaucratie et de la corruption qui augmentent le coût des affaires et limitent la croissance et les investissements ; un nombre suffisant de travailleurs avec le profil adéquat et requis par les sous-secteurs. Par ailleurs, une politique nationale de l'emploi globale intégrant les politiques sectorielles est nécessaire[1]. Le BIT de concert avec les partenaires nationaux et internationaux appuient les pays de façon continue dans le développement de telles stratégies sectorielles bien intégrées en vue d'une approche nationale en faveur de la création d'emplois décents.

La mise en pratique fructueuse de ces plans sectoriels requiert la collaboration entre les gouvernements et le secteur privé. Les organisations d'employeurs, en tant que porte-parole du secteur privé pour les questions liées à l'économie et aux questions sociales et du travail, ont un rôle de premier ordre à jouer. Il est essentiel qu'elles collaborent avec les gouvernements contre les obstacles qui freinent la croissance. Les gouvernements africains doivent mettre en place des groupes de travail qui élaborent et exécutent les plans d'actions d'emplois sectoriels.

Afin de délibérer sur ces importantes questions, l'OIE, en collaboration avec le Département de la politique de l'Emploi du BIT, ACT/EMP, Business Africa et l'Institut McKinsey, organiseront un symposium de deux jours à Casablanca, Maroc, les 25 et 26 novembre 2013. Ce symposium se tiendra sous l'égide de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) et réunira des présidents

[1] Les premiers éléments de la liste ont été proposés par le rapport de McKinsey mentionné plus haut. Ils sont similaires à ce que propose le BIT au niveau des pays. Par ailleurs, le BIT accorde la plus haute importance au dernier point mentionné, qui consiste à lier les politiques sectorielles à une politique de l'emploi plus globale.

et des directeurs exécutifs d'organisations d'employeurs de l'ensemble de l'Afrique. Le symposium sera également sous les auspices de sa majesté le Roi Mohammed 6 du Maroc.

Le symposium constitue un suivi de la table ronde qui s'est tenue le 18 mars sur le thème « Soutenir la croissance économique et accélérer la création d'emplois en Afrique : des perspectives de stratégies ». Cette table ronde, à laquelle a assisté le Directeur général du BIT, Guy Ryder, a souligné l'importance d'une stratégie pour l'emploi en Afrique.

La Conférence tentera de répondre aux questions clés suivantes.

- Quelles sont les leçons à tirer des expériences de stratégies sectorielles déjà réalisées
- Dans leurs échanges et interactions avec les Gouvernements, quel est le rôle des Organisations d'Employeurs afin d'assurer une mise en œuvre réussie de telles stratégies?
- Comment les Organisations d'Employeurs peuvent elles mettre en œuvre de manière efficace une Task Force des Employeurs Africains pour l'Emploi et l'Employabilité, afin de s'assurer que ces questions soient mises en avant dans le développement des politiques nationales de l'emploi.

McKinsey propose d'appliquer l'approche adoptée en Malaisie en 2009-2010 dans le but d'élaborer une stratégie détaillée pour la croissance économique de la Malaisie et pour encourager le secteur privé et la fonction publique à travailler ensemble. Le plan a ensuite été élargi afin d'inclure la transformation du gouvernement sur la base d'une série de priorités comme la sécurité, l'éducation et les questions environnementales. Ce plan a été expérimenté en Arabie saoudite, en Thaïlande, dans les EAU et dans d'autres pays.

PAYS INVITES

Les pays suivants seront invités à envoyer, chacun, un représentant : Algérie, Angola, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Égypte, Gabon, Ghana, Guinée, Kenya, Mali, Mauritanie, Maurice, Nigeria, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Tunisie, Uganda, Zambie. Par ailleurs, des experts viendront du Lesotho, de Malaisie, du Maroc, de l'OIE, de Business Africa, du BIT (Département de la politique de l'emploi, ACT/EMP et Sector), de l'Institut McKinsey, du gouvernement et des syndicats du Maroc.

RESULTATS ATTENDUS

Identification des initiatives couronnées de succès en matière de stratégies sectorielles pour l'emploi en Afrique.

Renforcement des connaissances sur des stratégies possibles telles que suggérées par le BIT et autres; et développement d'un modèle de collaboration entre les Gouvernements et les OE sur un plan sectoriel centré sur l'emploi qui peut être utilisé dans chaque pays.

Renforcement des compétences des OE pour engager un dialogue public-privé sur les questions d'emploi et de travail.

Appui fourni aux OE afin de mieux jouer leur rôle de promoteurs d'un processus de dialogue social amélioré et diversifié et de stratégies de création d'emploi.

Lancement officiel de la Task Force des employeurs africains sur l'emploi et l'employabilité dont le rôle est d'identifier les meilleures pratiques, d'échanger des expériences et de mettre des projets pilotes en pratique.

Rédiger un rapport sur la réunion qui contribuera aux manifestations « Ouagadougou plus 10 », prévus pour 2014, qui marqueront l'anniversaire de la Déclaration des Chefs d'État et de gouvernement africains sur l'emploi et la réduction de la pauvreté.

ORDRE DU JOUR

LUNDI 25 NOVEMBRE

08h00 – 09h00	**Réception et inscription des participants**
09h00 – 10h30	**Cérémonie d'inauguration** • **Maitre de Cérémonie : Monsieur Jamal Belahrach, Président de la Commission emploi et affaires sociales de la CGEM** • **Madame Meriem Bensalah Chaqroum, Présidente de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc** • **Représentants de l'Union Marocaine des Travailleurs** • **Mme Jacqueline Mugo, Secrétaire Générale, Business Africa** • **M. Brent Wilton, Secrétaire Général de l'OIE** • **Mme Azita Berar-Awad, Directrice, BIT Département des Politiques de l'Emploi** **Discours d'ouverture : Ministre du Travail du Maroc**
PAUSE-CAFÉ et photo de groupe	
11h00 – 13h00	**Séance 1 : L'Emploi et les obstacles de l'emploi en Afrique** **Présentation des résultats d'une enquête diagnostic des OE sur les obstacles de l'Emploi en Afrique – Frederick Muia, Conseiller Principal pour l'Afrique, OIE**

	Suivie d'une discussion table ronde • **M. Jamal Belahrach, Président de la Commission Emploi et Affaires Sociales de la CGEM** • **Dr. Aggrey Mlimuka, Directeur Exécutif, Association des Employeurs de Tanzanie** • **M. Mthunzi Mdwaba, Business Unity South Africa** • **M. Bernard Ndoumi, Vice-Président CGECI Côte d'Ivoire** • **M. Mactar Niang, Président, Conseil National du Patronat du Sénégal** **Questions et réponses**
DÉJEUNER	
14h00 – 16h00	**Séance 2 : Stratégies Sectorielles favorables à l'emploi en Afrique** • **Présentation de la perspective du BIT par Mme Azita Berar Awad, Directrice Département des Politiques de l'Emploi du BIT** • **La perspective du Mckinsey Global Institute présenté par Amine Tazzi Riffi, Directeur Mckinsey** • **La création d'emplois dans le secteur ICT au Kenya, le cas de M-PESA par M. Joseph Ogutu, Directeur Stratégie et Innovation, Safaricom Kenya Ltd** • **Politiques de l'emploi et développement basé sur des approches sectorielles à l' Île Maurice, par M. Azad Jeetun, membre du Conseil d'administration du BIT et ancien Directeur de la Fédération des Employeurs d'Île Maurice** **Suivie de discussions**
PAUSE-CAFÉ	

16h15 – 18h00	**Séance 3 : Réformer pour la Création d'Emplois en Afrique – études de cas et outils**
	
	• **Exemples des meilleures pratiques du BIT :**
	  • **Le cas de Katanga (M. Frédéric Lapeyre, Département des politiques de l'emploi au BIT)**
	  • **Le secteur agroalimentaire et l'environnement des affaires au Cameroun (M. Mario Berrios, Département Entreprises au BIT)**
	  • **Département des Activités Sectorielles (John Sendanyoye, BIT Activités Sectorielles)**
	  • **Stratégies sectorielles et le développement des compétences (Ashwani Aggarwal, Spécialiste de développement des compétences, BIT Pretoria)**

	• RAFPRO (M. Pierre Henri COFFI, Secrétaire Général du Fonds de Développement de la formation professionnelle de Côte- d'Ivoire) • ACT/EMP EESE Toolkit, Madame Rose Anang, Spécialiste Employeurs à Pretoria
REPAS DE GALA	
Mardi 26 Novembre	
08h30 – 10h30	Séance 4 : Plan d'action pour la Task Force des Employeurs Africains sur l'Emploi et l'Employabilité. Domaines de Discussions Clés et Modalités M. Jamal Belahrach, Président M. Brent Wilton, Secrétaire Général OIE Mme Azita Berar Awad
PAUSE-CAFÉ	
10h45 – 13h00	Séance 5 : Plan d'action des Organisations d'Employeurs pour mettre en œuvre la Taskforce des Employeurs Africains sur l'Emploi et l'Employabilité au Niveau National : Discussions de Groupes sous-régionaux
DÉJEUNER	
14h00 – 15h00	Présentation des Résultats des Discussions de Groupes et plans d'action sous-régionaux
15h00 – 16h00	Considération des Conclusions Préliminaires
PAUSE-CAFÉ	
16h15 – 17h00	Cérémonie de Clôture